

Merci à sophiephoenix

Membre du site www.devenez-fonctionnaire.fr

Merci pour le partage et pour les futurs candidats

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

Retirer le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Courcours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel (1)

Rayer les mentions inutiles

Sur l'emploi de : Personnels de catégorie C

Reuve n° :

Matière : Cas pratiques

te : 04/10/2016

Nombre d'intercalaires supplémentaires :

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être
alement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel
e nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute
tre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au
lo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement.
e autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le
y, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation
crayon surligneur est interdite.

s étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à
ministration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées
ns les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la
mmission de surveillance.

NOTE / 20

14,25

ergences entre l'économie collaborative et
e. En effet, toutes les deux produisent et
services en œuvrant pour l'intérêt général.
omie collaborative restent propriétaires de
t ces bénéfices engendrés de leurs activités
stant sans aucun partage du capital avec
économie sociale et solidaire possède une part
s dans le besoin, n'engendre pas de gros bénéfices
tous les acteurs et reversés pour servir la

é sociale" car elle permet la création de
3 millions de salariés œuvrent ensemble au
elle permet le rassemblement de plusieurs acteurs
représentant les bénéfices engendrés. De plus,
innovations tant au plan de sa gestion
une totale transparence des comptes et de
nouveaux qu'elle propose

Pers financements publics basés entre
subventions publiques versées par les collectivités
ats. En 2011 elles ne représentent plus que

I 4)

Il existe de nombreuses divergences entre l'économie collaborative et l'économie sociale et solidaire. En effet, toutes les deux produisent et mettent en commun des biens et services en vue pour l'intérêt général. Cependant, les acteurs de l'économie collaborative restent propriétaires de leurs biens et services proposés et les bénéfices engendrés de leurs activités enrichissent leurs capitaux déjà existants sans aucun partage du capital avec ses collaborateurs. A contrario, l'économie sociale et solidaire possède une part plus humaine en favorisant les personnes dans le besoin, n'engendre pas de gros bénéfices qui sont répartis équitablement entre tous les acteurs et reversés pour servir la collectivité.

2)

Pour d'abord, l'ESS est "d'utilité sociale" car elle permet la création de nombreux emplois, en effet, plus de 2,3 millions de salariés œuvrent ensemble au service des concitoyens. Ensuite, elle permet le rassemblement de plusieurs acteurs économiques, travaillant ensemble et se répartissant les bénéfices engendrés. De plus, elle permet également nombreuses innovations tant au plan de sa gestion démocratique et humaine grâce à une totale transparence des comptes et de l'information que sur des services novateurs qu'elle propose.

3)

Les entreprises de l'ESS ont vu leurs financements publics baissés entre 2005 et 2011. En effet, en 2005, les subventions publiques versées par les collectivités représentaient 34% de leurs budgets. En 2011 elles ne représentent plus que

257. Cependant, des solutions existent afin de pallier à cette baisse : actualisation du modèle économique, diversification des ressources, développement du mécénat et des dons privés, financement participatif ainsi que la création d'un groupement d'employeurs afin de mettre en commun des services indispensables au bon fonctionnement de l'entreprise : comptabilité, ressources humaines, secrétariat, informatique...

4)

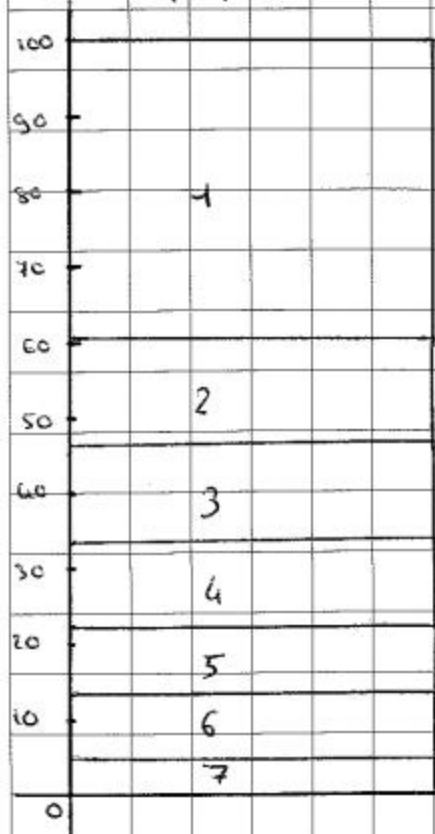
1° Etat est fortement impliqué dans le développement de l'ESS car tout d'abord, celle-ci crée énormément d'emplois : plus de 2,3 millions de salariés en 2013. Ensuite, les entreprises ESS sont fortement impliquées dans l'action sociale (aides à domicile, ménagères, garde d'enfant...) et sans leur services, nombreux citoyens se retrouveraient en grande difficulté. 2° Etat en a conscience et afin de préserver ses concitoyens et de nombreux emplois aide financièrement via des subventions ces entreprises d'utilité publique.

II.

1)

Répartition des effectifs de l'ESS en fonction du secteur technique
(en %)

répartition des
effectifs en %



Secteurs

- 1: Action Sociale
- 2: Enseignement
- 3: Autres
- 4: Activités Financières et d'assurance
- 5: Non classées
- 6: Santé
- 7: Sochen aux entreprises

2)

D'après l'histogramme sur la répartition des établissements et des salariés par taille d'établissements, 86,8% sont des micro-établissements comptant zéro à neuf salariés dans le secteur privé hors ESS et regroupant 26,2% de salariés de l'ensemble de ce secteur. Concernant les ESS, 35,3% des salariés de petits établissements comptant de dix à quarante-neuf salariés sont concentrés dans 13,7% de ces petits établissements.

3)

2013 : part de l'ESS dans le PIB : 6% soit 100 milliards d'euros

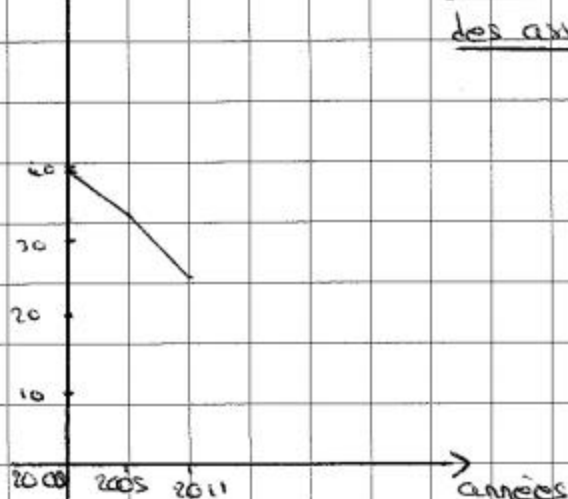
2015 : part de l'ESS dans le PIB : 10%

On cherche à savoir la part de l'ESS dans le PIB en valeur ajoutée en milliards d'euros en 2015 :

$$(10\% \times 100 \text{ milliards d'euros}) \div 6 = 166 \text{ milliards d'euros}$$

La valeur ajoutée brute dans la part du PIB en 2015 est de 166 milliards d'euros.

4) %



part des subventions publiques dans les budgets des associations

11/

L'économie sociale et solidaire créée par une loi depuis le 31 juillet 2001 est une économie de solidarité, humaine et non capitaliste. Elle sert l'utilité publique, apporte des innovations et promet un coût réduit. Nous verrons dans un premier paragraphe en quoi l'ESS répond aux problèmes de la société actuelle, puis dans un second paragraphe quelles sont ses perspectives d'avenir.

Tout d'abord, l'ESS ou "économie sociale et solidaire" est un nouveau concept économique basé sur la répartition de ses revenus d'activités. Elle n'est pas là pour s'enrichir et fonctionne un peu comme une association qui ne doit pas engendrer de profits et qui redistribue ses bénéfices pour l'intérêt public. C'est donc d'abord pour l'intérêt général qu'elle œuvre en proposant des services peu coûteux à ses concitoyens. En effet, grâce à une formidable association de professionnels, collectivités publiques, associations, mutuelles et entreprises privées qui partagent le même état d'esprit, elle peut ainsi proposer maintes services à des prix de bon marché toute concurrence privée. Par exemple, dans le secteur de l'aide à domicile, elle vient en aide à des milliers de personnes dans le besoin (personnes âgées, parents...) en proposant des prestations adaptées à leurs besoins, que ce soit de l'aide administrative, de la garde d'enfant, du jardinage, du partage des repas à domicile... et dans la plupart des cas, cela ne coûte pas grand chose aux bénéficiaires qui se font rembourser par les collectivités publiques, donc l'état.

Ensuite, le chômage en France est une grande problématique de l'état et de ses concitoyens. La plupart des Français aspirent à trouver un travail afin de subvenir à leurs besoins au quotidien. Grâce à la création de ses ESS, de nombreux emplois ont pu être créés dans différents secteurs. Ainsi, en 2013, c'est plus de 2,3 millions de personnes qui ont pu trouver un emploi répartis surtout dans des petites entreprises de moins de dix salariés. 2 millions ont l'équivalent d'un temps plein et ce sont les associations les principaux employeurs (737 des emplois). L'action sociale est le secteur le plus important dans les ESS (69,9%) avec l'aide à domicile qui regroupe le plus grand nombre de salariés.

De plus, ces ESS participent grandement à l'essor économique du pays. En chiffre ~~les~~^{leur} masse salariale représente 61 milliards d'euros dont 39 milliards d'euros au profit de l'Etat et de ses organismes collecteurs. En 2013, leurs contributions se chiffrent à 6% du PIB du pays, soit une valeur ajoutée brute de 100 milliards d'euros. De par leur existence, ces ESS permettent à faire fonctionner le pays : divers corps de métiers et nombreuses collectivités publiques. Certainement que grâce à l'aide qu'elles apportent au maintien de l'intégrité et à l'action sociale dont bénéficie des milliers de Français, cela contribue fortement à des dépenses moindres en protection sociale, hospitalisations... mais aussi moins d'arrêt maladie pour des foyers travaillant à temps plein et que si ils ne s'étaient pas fait aider dans la réalisation de leurs tâches domestiques auraient pu vivre un "burn-out".

Enfin, ces perspectives d'avenir de ces entreprises sociales et solidaires ne peuvent que être bonnes puisque la demande y est et que l'action sociale ne fera que s'accroître au fur et à mesure de la population vieillissante. Les personnes âgées, les personnes isolées, les mères de famille... toutes ces familles ont des besoins différents et ces ESS savent y répondre efficacement. L'Etat a besoin d'elles pour maintenir sa population dans un "bien-être" apparent et pour limiter des dépenses excessives en protection sociale, donc il continuera à les aider financièrement via des subventions car chacun a besoin de l'autre finalement.

Pour conclure, ces ESS représentent l'avenir, l'avenir Romain serait des milliers de personnes qui n'hésitent pas à recourir à elles afin de répondre à leurs besoins. L'Etat les soutient également et elle ont su s'entourer de nombreux collaborateurs. Ainsi, elles rendent service non seulement aux citoyens, mais aussi à l'Etat et aux différents professionnels auxquels elle fait appel pour différents services.